

Transferts culturels : l'exemple franco-allemand. Entretien avec Michel Espagne

In: Genèses, 8, 1992. pp. 146-154.

Citer ce document / Cite this document :

Noiriel Gérard, Espagne Michel. Transferts culturels : l'exemple franco-allemand. Entretien avec Michel Espagne. In: Genèses, 8, 1992. pp. 146-154.

doi : 10.3406/genes.1992.1127

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1992_num_8_1_1127

Transferts culturels : l'exemple franco-allemand

Entretien avec Michel Espagne

Gérard Noiriel

creative commons
= BY: Persée

Michel Espagne est l'un des animateurs du groupement de recherches « Transferts culturels franco-allemands » (Institut des textes et manuscrits modernes-CNRS). Parmi les travaux publiés par les membres du groupe, citons :

M. Espagne, M. Werner, « Le transfert de la culture allemande en France », *Annales ESC*, 1987, p. 969-992.

J. Grandjonc, M. Werner (éds.), *Cahiers d'études germaniques* : « Exils et migrations d'Allemands (1789-1945) », n° 13, 1987.

Revue de synthèse : « Transferts culturels franco-allemands », avril-juin 1987.

Transferts. Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIII^e-XIX^e siècle). Textes réunis et présentés par M. Espagne et M. Werner, Paris, Recherche sur les civilisations, 1988.

M. Espagne, M. Werner (éds.), *Philologiques I. Contribution à l'histoire des disciplines littéraires en France et en Allemagne au XIX^e siècle*, Paris, Maison des sciences de l'homme, Paris, 1990.

Gérard Noiriel – *Tu es l'un des principaux animateurs d'un groupe de recherche très actif sur les relations culturelles entre la France et l'Allemagne. Pourrais-tu nous dire un mot sur la genèse de ce groupe ?*

Michel Espagne – Le groupe est né en 1985 à l'initiative de quelques spécialistes de Heine. Ce dernier a passé 25 ans à Paris. Il a cherché à s'adresser aussi au public français, notamment en utilisant la pensée et surtout la langue saint-simonienne qu'il trouvait particulièrement apte à faire passer des catégories allemandes en français. Or cette proximité surprenante ne pouvait venir que d'un contact antérieur et très vite oublié que nous avons remis à jour : les séjours à Berlin des proches d'Enfantin. A partir de là, on a cherché à élargir la problématique en étudiant comment la pensée allemande s'était diffusée en France avant même que les gens n'en aient eu conscience. L'une de nos premières recherches a concerné l'étude de la réception de la philosophie allemande dans la première moitié du XIX^e siècle en France, autour de Victor Cousin. On s'est aperçu que l'utilisation qu'il fait de la pensée allemande lui a permis de construire les bases de l'Université française du XIX^e siècle, bien qu'il n'ait jamais reconnu sa dette. On a ensuite développé nos recherches dans deux directions. Tout d'abord, nous avons mis en route des enquêtes empiriques pour isoler les éléments de la culture allemande présents en France à l'état latent, presque « clandestin ». Ce type de travail nécessite des investigations dans les archives mais se heurte aux normes de classement mises en œuvre par l'administration, bien faites pour conforter tous les aspects de la mémoire nationale, mais pas du tout les éléments de la mémoire étrangère en France. On trouve aux Archives nationales, à la Bibliothèque nationale, une importante documentation sur des étrangers de passage ou installés en France qui ont laissé des traces. Puisque notre groupe de recherche est installé à l'ENS, je prendrai

l'exemple d'une personnalité totalement oubliée : Charles-Benoît Hase. Allemand arrivé à Paris au tournant du siècle, il a gravi tous les échelons de la hiérarchie universitaire au début du XIX^e siècle. Il est actif à l'Institut, dirige les Langues orientales, examine les enseignements de l'ENS, devient professeur à la Sorbonne et finalement il a la haute main sur toutes les études classiques en France. Cette position privilégiée fait de lui le point de ralliement pour beaucoup d'Allemands qui cherchent un poste dans un lycée parisien ou une bibliothèque. Il a d'ailleurs casé beaucoup de monde.

G. N. – *Ce qui prouve que la notion de « fonction publique » n'est pas encore opératoire ?*

M. E. – A cette époque elle est encore en gestation ; les critères pour recruter quelqu'un sont beaucoup plus imprécis qu'aujourd'hui. Ce volet documentaire de notre activité nous a permis des découvertes empiriques pour nous très importantes. On a ainsi identifié des réseaux franco-allemands méconnus. Je citerai l'exemple de ce graveur allemand, sur lequel nous travaillons encore, qui a passé toute la deuxième partie du XVIII^e siècle à Paris et qui joue le rôle d'un ambassadeur culturel officieux ; entretenant une vaste correspondance, conservée aux Archives nationales, avec des artistes allemands, avec des collectionneurs (on voit ainsi le marché européen de l'art qui se dessine), avec des hommes de lettres qui ont besoin pour être reconnus en Allemagne, d'être connus à Paris et qui font appel à leurs compatriotes bien installés dans la capitale.

G. N. – *Votre projet scientifique comporte également une dimension théorique ?*

M. E. – C'est le deuxième volet de notre activité. On se demande comment construire une théorie des « transferts culturels » qui permette de rendre compte adéquatement du passage des éléments de la culture allemande dans

la culture française. Le premier point très important que nous avons souligné, c'est que le principal « moteur » de ces transferts, ce n'est pas une sorte de force spontanée, interne à l'objet, mais la conjoncture du pays d'accueil ; en l'occurrence les besoins proprement français (car nous nous limitons pour le moment au transfert dans le sens Allemagne-France). Je citerai par exemple les luttes acharnées dans le champ intellectuel français (entre des gens comme Cousin et Leroux notamment) autour de la question de savoir si la pensée de Schelling est supérieure à celle de Hegel ou inversement. Ces polémiques ont des causes essentiellement politiques car leurs connaissances de la philosophie allemande est superficielle, parfois proche de zéro. C'est ce qui explique que bien souvent les sources de documentation sont importantes, mais totalement passées sous silence car elles n'intéressent personne sur le moment.

G. N. – *Pour comprendre la logique des transferts culturels, il faut donc connaître d'abord le champ de la culture nationale ?*

M. E. – C'est fondamental. L'étude des transferts culturels apprend beaucoup sur les lunettes avec lesquelles on voit les pays étrangers et l'histoire des différents verres utilisés selon les époques. Quand il y a emprunt ou importation, deux dimensions entrent en ligne de compte : la dimension conjoncturelle française ou allemande immédiate, mais aussi la tradition des emprunts antérieurs dont il faut se démarquer. La véritable introduction de la philosophie allemande en France se produit quand les élèves de Cousin commencent à prendre cette référence beaucoup plus au sérieux que le maître, en allant aux sources et en traduisant. Quand une pensée venue d'Allemagne a exercé son effet de légitimation et apparaît usée dans le champ français, il est de bonne guerre d'aller chercher une autre référence pour se positionner par rapport à la référence jugée « dépassée ».

Un autre élément important que nous essayons d'étudier est celui des vecteurs « matériels » de ces transferts. Le défaut traditionnel de l'histoire des idées, c'est de croire que la pensée se déplace toute seule, à travers l'atmosphère. On s'intéresse au contraire de très près aux groupes sociaux ou confessionnels qui jouent le rôle de vecteur dans ces échanges. Une bonne partie des Allemands qui viennent à Paris au XIX^e siècle et qui ont une culture suffisante pour s'intégrer à la vie intellectuelle sont des juifs allemands qui ont des problèmes pour faire carrière en Allemagne. C'est pourquoi les Français entendent souvent parler de l'Allemagne d'abord par l'intermédiaire de ceux qui en ont été exclus, qui ont tendance à présenter certains auteurs avec une sympathie particulière. Ce n'est pas un hasard si l'auteur allemand le plus souvent étudié dans l'enseignement secondaire au XIX^e siècle est Lessing. Si l'on voulait faire ce travail de façon exhaustive, il faudrait étudier l'ensemble des registres de passeports sur un siècle. C'est un travail impensable qui exigerait la mise en place d'une équipe. Ce type d'approche quantitative a d'ailleurs été commencé en ce qui concerne les dossiers de naturalisation des Allemands par Jacques Grandjonc à Aix. Il a étudié les décrets de naturalisation parus au *Journal officiel* et les dossiers individuels. Les données ont été codées par profession, origine géographique... Nous tenons beaucoup à cette base démographique qui empêche que notre discours se cantonne dans le ciel pur des idées. On aimerait pouvoir maintenir la cohérence entre les aspects démographiques et l'étude de la construction des idéologies.

G. N. – *L'un des intérêts évidents de ce type d'approche tient à son ouverture ; ouverture interdisciplinaire et ouverture internationale. Il y a là une pratique tout à fait novatrice ; mais peut-être qu'elle s'inscrit dans une tradition bien établie chez les linguistes ?*



M. Espagne, M. Werner (éds.), *Lettres d'Allemagne. Victor Cousin et les hégéliens*, Tusson, Du Lérot, 1990.

M. Espagne, *Bordeaux-Baltique. La présence culturelle allemande à Bordeaux aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, CNRS, 1991.

F. Azouvi, D. Bourel, *De Königsberg à Paris. La réception de Kant en France (1788-1804)*, Paris, Vrin, 1991.

P. Schöttler, Lucie Varga. *Les autorités invisibles*, Paris, Le Cerf, 1991.

M. Espagne, F. Lagier, M. Werner, *Philologiques II. Le maître de langues. Les premiers enseignants d'allemand en France (1830-1850)*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1991.

P. Régnier, *le Livre nouveau des saints-simoniens*, Tusson, Du Lérot, 1992.

M. E. – Certains auteurs nous ont trouvé une tradition liée à l'esthétique de la réception. Je pense que c'est tout à fait partiel ; l'esthétique de la réception ne s'intéresse qu'à des problèmes strictement littéraires et exclut les analyses sociologiques. La recherche sur les transferts a des effets même dans des domaines auxquels nous ne pensions pas au départ. Par exemple, c'est une démarche très fructueuse en ce qui concerne l'histoire des sciences humaines en France. On s'est aperçu que celles-ci se sont constituées massivement par référence à l'Allemagne. C'est vrai notamment pour la philologie dont les bases sont importées en France par Gaston Paris et Paul Meyer pour tenter d'impulser une rigueur nouvelle aux études littéraires françaises à partir de la critique historique des textes.

G. N. – *C'est à partir de là aussi que s'est constituée la méthode historique ?*

M. E. – Du point de vue des transferts culturels franco-allemands, l'histoire des sciences humaines au XIX^e siècle se présente comme une alternance de périodes où tantôt c'est la tradition rhétorique, « bien française », issue des collèges jésuites qui domine, tantôt la philologie, fondée sur des emprunts germaniques qui ne parviennent d'ailleurs jamais à s'implanter définitivement. Ces emprunts à l'Allemagne, on les rencontre dès le début du XIX^e siècle, avec les voyages de philologues allemands à Paris (qui est alors le centre d'études sur le sanscrit). Ce sont eux qui sont à l'origine des études philologiques autour de 1830 en France et c'est un philologue qui occupe la première chaire de littérature étrangère à Paris. Puis on constate une période de reflux et un retour de la philologie après 1870 ; avant un nouveau recul après la Première Guerre mondiale.

G. N. – *Cette chronologie est-elle en phase avec la conjoncture politique ?*

M. E. – Il est clair qu'avant 1914, les périodes de germanophobie coïncident avec celles où l'on s'intéresse le plus à ce qui se fait en Allemagne. Il suffit d'éplucher une revue aussi importante que la *Revue internationale de l'enseignement* à la fin du XIX^e siècle pour s'en convaincre. On suit au volume près les achats de la Bibliothèque de Strasbourg pour les comparer avec ceux de la Bibliothèque de Nancy et l'on constate combien Strasbourg est loin de Nancy sur ce point. Dans un volume que nous avons publié récemment, Christophe Charle a étudié les rapports rédigés par les étudiants envoyés en Allemagne après 1870 pour se perfectionner. La rhétorique de ce genre de rapports est significative. Le boursier se sent obligé de conclure qu'au fond, les séminaires allemands ne sont pas le *nec plus ultra*, mais sont dépassés par ce qui se fait en France ; souvent au terme d'une démonstration qui va tout à fait en sens contraire... Après la guerre de 1914, la germanophobie devient si virulente qu'elle interdit tout emprunt. Il est frappant de voir le peu de rapports qu'ont eus avec l'Allemagne les germanistes qui ont été formés au lendemain de la Grande Guerre. La germanophobie a eu également des conséquences sur l'écriture des biographies des chercheurs morts après 1918. Dans leur chronique nécrologique, on gomme tout ce qui pourrait les rattacher à l'Allemagne. Si bien que pour réussir à comprendre cette période, il faut se livrer à des reconstitutions biographiques minutieuses.

G. N. – *Des intellectuels comme Curtius, né en Alsace annexée, n'ont-ils pas joué un rôle particulier dans les rapports France/Allemagne dans l'entre-deux-guerres ?*

M. E. – Des gens comme Curtius ont entraîné dans la romanistique allemande des représentations ethniques des différences entre peuples qui n'ont pas facilité la construction de ponts entre les deux pays. Les germanistes voient le

plus souvent les rééditions de Curtius avec des sentiments mitigés.

G. N. – *Le concept de transfert culturel n'est pas spécifique au cas franco-allemand. On pourrait imaginer que votre méthode puisse être étendue à d'autres pays. Y a-t-il néanmoins, selon toi, une spécificité des rapports franco-allemands ?*

M. E. – Il serait d'un grand intérêt d'étendre la problématique des transferts culturels à d'autres contextes nationaux. A vrai dire nous nous sommes surtout consacrés à l'étude du XIX^e siècle et à cette époque il semble que les relations avec l'Allemagne soient tout à fait fondamentales au moins au niveau intellectuel et scientifique. L'Allemagne fonctionne comme un miroir permettant à « l'identité française » en gestation au XIX^e siècle de se fixer. A l'inverse d'ailleurs, la France a joué un rôle particulier pour l'Allemagne au XVIII^e siècle. On a une sorte d'inversion des rôles. D'une certaine manière, l'Allemagne se constitue au XVIII^e siècle par une déconstruction de la culture française. C'est un point essentiel chez Herder.

G. N. – *Comment votre groupe est-il structuré ?*

M. E. – Au départ, nous n'avions qu'une petite équipe dont le noyau était composé de Michael Werner et de moi. Puis nous avons élargi le cercle à des philosophes, un spécialiste de Herder en particulier, à des historiens de l'historiographie, du livre, des sciences humaines ou de la diaspora juive, à des spécialistes du saint-simonisme et du socialisme utopique français au XIX^e siècle, à des germanistes intéressés par la question de l'exil ou par des auteurs à la jonction de la France et de l'Allemagne. Nous travaillons évidemment également en étroite collaboration avec des collègues allemands. On tient beaucoup à ce fonctionnement international. Notre travail collectif est facilité par le fait que nous

sommes relativement indifférents aux questions de rattachement institutionnel. Un vaste réseau de chercheurs collaborent à l'entreprise sous des étiquettes très diverses. Un GDR est une structure qui permet de fédérer des gens venus d'horizons différents avec un minimum de bureaucratie ; ce qui est autant de gagné pour la recherche elle-même. Nous tenons un séminaire bimensuel sur les recherches en cours où nous confrontons nos résultats. Nous organisons aussi des colloques périodiques, un par an en général, bien que cette année nous en ayons eu deux ; l'un sur la notion de littérature nationale (le terme de littérature étant pris au sens « institutionnel » de ce qui se transmet du haut d'une chaire) ; l'autre sur l'histoire du discours savant sur l'Allemagne au XX^e siècle. L'histoire de la germanistique française reste à faire car ceux qui ont en charge la discipline n'ont guère pensé à faire leur histoire. Nous venons de sortir un ouvrage sur l'histoire des premiers enseignants d'allemand en France entre 1830 et 1848. Nous avons étudié de façon exhaustive cette population (autour de deux cents individus avec un nombre non négligeable d'émigrés allemands ou polonais) en analysant notamment leurs dossiers administratifs. A l'époque les dossiers permettent de dresser un portrait extrêmement précis de l'individu, ils contiennent de nombreuses lettres personnelles qui sont des documents irremplaçables pour l'étude de la vie quotidienne.

G. N. – *Nous sommes encore à l'âge de la correspondance ?*

M. E. – Exactement, et c'est ce qui permet de voir par exemple, à quels problèmes se heurte un émigré juif allemand qui vit dans une petite ville de province et doit enseigner sa langue à des élèves qui n'y sont pas du tout préparés, avec des méthodes d'enseignement radicalement différentes de celles qu'il connaît. C'est un exemple frappant de choc

entre deux cultures, documenté par d'innombrables autobiographies.

G. N. – *Vous publiez à une cadence soutenue. Alors que beaucoup de gens se plaignent aujourd'hui des difficultés de l'édition scientifique, vous ne semblez pas avoir de problèmes ?*

M. E. – Nous sommes liés à quelques éditeurs, comme Du Lérot, qui acceptent ce genre de publication car ils ne sont pas animés principalement par la règle du profit. Nous bénéficions aussi de subventions du CNRS, de la Maison des sciences de l'homme... L'ouvrage sur l'histoire de la philologie a bénéficié d'une aide du MRT et de l'accueil bienveillant de la MSH. Celle-ci est d'ailleurs rentrée dans ses frais avec ce livre, ce qui prouve que la recherche spécialisée peut elle aussi trouver un public. Nous lançons également une collection aux éditions du Cerf. Le premier titre sera la version française du livre de P. Schöttler sur Lucie Varga. Ensuite paraîtra l'étude d'une jeune collègue (P. Simon-Nahum) sur la vie culturelle de la bourgeoisie juive à la fin du XIX^e siècle à Paris, centrée sur le rôle qu'a joué la « science du judaïsme » (*Wissenschaft des Judentums*) dans la vie intellectuelle des juifs français. C'est une bonne illustration de la place du judaïsme dans le renforcement de la présence allemande à l'époque de l'affaire Dreyfus. Ces juifs allemands qui sont à Paris, car ils ne peuvent rester en Allemagne, sont d'ailleurs étiquetés comme « étrangers » ou « ennemis ». A l'époque, pour l'opinion publique, être « juif » ou « allemand » c'est pratiquement synonyme.

G. N. – *Vous vous êtes pour le moment limités au XIX^e siècle. Pensez-vous par la suite prolonger votre travail en vous concentrant sur le siècle suivant ? On peut penser que pour étudier l'évolution des formes prises par les transferts culturels, l'étude des années 1930 (avec l'émigration antinazie) et de l'après-Se-*

conde Guerre mondiale (marquée par une redéfinition des relations politiques franco-allemandes) serait intéressante ?

M. E. – Nous faisons de temps à autre des incursions dans le XX^e siècle. L'histoire de la germanistique évoquée plus haut concerne en fait le XX^e siècle, car les chaires d'études germaniques n'ont été créées qu'au tournant du siècle. On évite cependant de privilégier la période récente ; d'une part pour des questions de sources (on ne peut pas encore accéder aux dossiers individuels) ; d'autre part parce que le XX^e siècle a été déjà bien étudié. La plupart des aspects de l'émigration de l'entre-deux-guerres que l'on peut appréhender sans l'aide des sources individuelles ont été couverts. J'ajouterai une raison théorique. Nous pensons qu'en matière de transferts culturels, tout se noue au XIX^e siècle ; pendant les décennies qui suivent la Révolution française. On ne peut pas comprendre le XX^e siècle si l'on n'a pas d'abord éclairé cette époque qui reste encore très mal connue.

G. N. – *L'une des raisons qui explique vos hésitations à franchir la « barrière » de 1914 n'est-elle pas que cela exigerait de redéfinir le concept de « nation ». En effet, au XIX^e siècle, on l'a vu, la « fonction publique » n'est pas encore en place en France ; en Allemagne, l'État-nation est officiellement créé en 1870 seulement. On a l'impression que la dimension nationale n'a pas encore pénétré profondément dans la vie sociale, comme au XX^e siècle où l'identité nationale s'institutionnalise de plus en plus. Par exemple, on a souvent présenté Napoléon III comme un dictateur. Mais en ce qui concerne la question des étrangers, sa position est beaucoup plus libérale que celle des républicains. Paradoxalement cela s'explique par ses conceptions politiques non-démocratiques. C'est parce que pour lui les « masses » ne sont pas concernées par la vie politique qu'il peut s'écrier « je fais la guerre aux princes et non aux peuples » et par consé-*

quent ne pas s'en prendre aux immigrés des pays ennemis présents en France, qu'ils soient Russes, Autrichiens ou Allemands. Avec le triomphe de la citoyenneté républicaine, chaque individu « fait corps » avec sa nation. Son premier devoir est d'ailleurs de la défendre. C'est pourquoi, en bonne logique, tous les ressortissants des pays ennemis sont eux-mêmes des ennemis en puissance. Pour votre problématique des transferts culturels ces changements ont leur importance, car ce qui pouvait auparavant se transmettre j'allais dire « d'homme à homme », par l'intermédiaire de réseaux intellectuels informels, doit maintenant se plier à la logique des bureaucraties nationales ?

M. E. – On se heurte sans cesse à la question de l'historicité du concept de « national ». Il semble que c'est au milieu du XVIII^e siècle que la notion commence à prendre son sens actuel. A partir de mes recherches sur la culture allemande à Bordeaux aux XVIII^e et XIX^e siècles, j'aurais tendance à isoler deux époques à ce sujet. La première est marquée par la Révolution française. Elle transforme une colonie de marchands qui prospère depuis le XVIII^e siècle dans le commerce des vins vers la Baltique en un groupe de notables qui pénètrent progressivement tous les rouages de l'administration ; devenant parfois maires, députés, juges, présidents de la chambre de commerce. Dans certains cas ils se font naturaliser, mais pas toujours. Ce n'est qu'à partir de 1870 que commence à se poser vraiment le problème de leur nationalité. En étudiant les archives relatives à la surveillance des étrangers en 1870 et 1914 on ne peut qu'être frappé par l'évolution. En 1870, des négociants allemands, installés depuis 30 ans à Bordeaux, qui n'avaient jamais songé un seul instant à acquérir la nationalité française sont brusquement étiquetés comme « Allemands » et priés de quitter le pays dans les 24 heures. La question des papiers acquiert une importance considérable. Mais en 1870, les gens

réussissent quand même encore à s'arranger avec les autorités. Quand on peut démontrer qu'on est là depuis longtemps, qu'on a contribué au bien-être général, on peut obtenir une autorisation de séjour, bien qu'on appartienne à un pays ennemi. En 1914, on est interné sans autre forme de procès.

G. N. – *On dit souvent, à tort ou à raison, que les rapports franco-allemands constituent le « moteur » de la construction européenne. Est-ce que vous avez le sentiment que par vos recherches vous contribuez au rapprochement des deux pays et donc à l'unité de l'Europe ?*

M. E. – En tant que scientifique, on essaie d'éviter tout ce qui pourrait apparaître comme une forme de militantisme. On a en plus le sentiment d'une grande légèreté, bien souvent, dans la façon dont est abordé le problème de l'Europe. Comme si tout reposait sur du volontarisme, de bonnes intentions lourdement affichées ; comme si on pouvait fixer administrativement un moment zéro à partir duquel tout irait bien... C'est ignorer souverainement des schémas de fonctionnement interculturels, vieux de deux cents ans, et que l'on ne peut rayer d'un trait de plume. On rencontre aussi parfois ces naïvetés dans le monde de la recherche. Il suffit d'organiser un colloque franco-allemand sans être prévenu des difficultés, en juxtaposant des communications de chercheurs allemands et français, comme on l'a fait l'an dernier par exemple au centre Pompidou, pour s'apercevoir que tout n'est pas si simple. L'habitus des participants peut être à lui seul un obstacle à la communication. Il y a une manière de se comporter, de se présenter, de parler, de faire des allusions... qui est radicalement différente dans les deux pays. Un chercheur allemand a tendance à lire son texte enrichi de notes infrapaginales, ce qui est considéré comme une preuve de sérieux. Quand on écoute un Français, on a plus souvent le sentiment d'une improvisation bril-

lante qui rétrospectivement peut s'avérer décevante.

G. N. – *Ce type d'opposition est ancré dans une très vieille tradition. Au milieu du XIX^e siècle, Renan fustigeait déjà l'« essayisme » des Français en leur donnant comme modèle le sérieux allemand. Comment expliques-tu la persistance de ces schémas ?*

M. E. – Les institutions universitaires inculquent un éthos de la vie scientifique qui diffère dans les deux pays. En France, la prestation orale joue un très grand rôle, beaucoup plus qu'en Allemagne.

G. N. – *Norbert Elias invoque aussi la différence des contextes sociaux lors de la mise en place des institutions du monde intellectuel au XVIII^e siècle. Il explique le « sérieux » des Allemands par la séparation entre des milieux sociaux (en l'occurrence la classe moyenne et l'aristocratie) qui en France s'interpénétraient. Qu'en penses-tu ?*

M. E. – Aujourd'hui encore le monde savant est en Allemagne beaucoup plus autonome qu'en France. Pour un chercheur allemand, les succès médiatiques sont plutôt mal vus. Cela peut même nuire à la carrière. On ne peut pas en dire autant en France. Mais je crois qu'il y a là un clivage européen. L'Italie par exemple hésite entre un modèle allemand et un modèle français ; mais elle se situerait plutôt, malgré tout, du côté allemand.

Pour contourner ces écueils, nous essayons de promouvoir de nouvelles manières d'intervenir. Ces difficultés existent pour tout le monde, à partir du moment où l'on se situe sur un plan interculturel. Mais le plus souvent, les gens n'en ont même pas conscience, perçoivent comme un léger malaise ce qui peut être une incompréhension de fond. Prenons le cas d'un colloque franco-allemand qui aurait pour thème « l'ethnologie ». Parler de « Völkerkunde » et d'« ethnologie », c'est parler de deux choses différentes, même si les termes

sont traduits l'un par l'autre dans le dictionnaire. Mais la plupart des chercheurs n'ont pas conscience qu'ils parlent de problèmes différents ; c'est-à-dire de problèmes qui, pris dans le système global de chacun des pays, ont une place qui est différente. Quand on veut faire communiquer les systèmes intellectuels allemand et français, il faut éviter de les faire communiquer à travers des secteurs qui portent le même nom. La communication peut parfois très bien passer par des domaines qui dans les deux systèmes ne portent pas le même nom, mais qui possèdent dans l'économie générale du système, une place comparable.

G. N. – *On voit bien qu'à terme, votre entreprise devrait avoir des effets bénéfiques sur l'ensemble de la recherche en sciences sociales si longtemps prisonnière des cloisonnements nationaux, en permettant à tous ceux qui travaillent dans une perspective internationale de mieux comprendre les obstacles à la communication et d'y remédier ?*

M. E. – Il faut commencer à cet égard par tirer les enseignements de l'histoire en montrant comment les emprunts faits à la culture d'un pays sont déformés en fonction des nécessités propres à l'autre pays. Quand Cousin, par exemple, utilise la philosophie allemande, c'est pour faire de la politique. Ce qui était philosophie devient politique. Lui-même d'ailleurs ne comprend pas pourquoi les Allemands ne font pas de politique. Il demande à Schelling pourquoi il ne se présente pas à la députation ! Dans un autre champ, celui des sciences, on observe des problèmes identiques dès le XVIII^e siècle. *L'Encyclopédie* de Diderot s'inspire fortement, pour tous les chapitres concernant la chimie, des écrits traduits par d'Holbach. En Allemagne, ils sont considérés comme une forme de savoir technique empirique proche de la magie. En franchissant la frontière ce qui était pour les uns de l'alchimie, devient pour les autres de la science !

G. N. – *Pour conclure, je voudrais savoir si la réunification de l'Allemagne a modifié vos perspectives de travail ?*

M. E. – On a noté des transformations heureuses sur bien des points. Nous avons la possibilité maintenant d'entretenir des relations normales avec des collègues qui ont beaucoup de choses à nous apprendre. C'était plus difficile avant. Une collègue de Leipzig, qui travaille au CNRS, étudie actuellement les rapports entre Grimm et la France. Nous avons aussi un projet de colloque sur les échanges interculturels entre la Saxe et la France aux XVIII^e et XIX^e siècles avec l'Institut d'histoire de Leipzig. Mais il y a aussi quelques difficultés nouvelles. La réunification a fait réapparaître, concernant l'identité allemande, des références qui avaient été refoulées. Ce qui ne fait d'ailleurs que rendre plus urgentes nos recherches sur les transferts culturels.

G. N. – *C'est le même problème que l'on rencontre avec les chercheurs d'Europe de l'Est lorsque l'on tente d'aborder la question nationale sans jugement de valeur. Pour eux qui sont confrontés constamment, dans leur vie quotidienne, à ce problème, il est difficile d'adopter l'attitude détachée que peut avoir un Français pour qui l'identité nationale n'est plus, depuis longtemps, un véritable problème politique ?*

M. E. – S'il y a un domaine où la problématique des transferts culturels devrait être transposée, c'est bien le domaine des relations entre l'Allemagne et le monde slave. Il est certain que la France a, historiquement, joué un rôle important dans la gestion de ces rapports. Il s'agit en fait d'une relation triangulaire. La Yougoslavie est en partie une création de la France. La Tchécoslovaquie plus encore. On a voulu, après la guerre 1914-1918 créer un « cordon sanitaire » autour de l'Allemagne. Il est clair que les premiers slavissants français étaient des germanistes. Ils ont autant écrit sur l'Allemagne que sur le monde slave.

G. N. – *Ces relations triangulaires ne pourraient-elles être réactivées, j'allais dire cette fois-ci « pour la bonne cause » ? Paris pourrait jouer un rôle, par votre intermédiaire, pour inciter les mondes slave et germanique à entreprendre des recherches semblables aux vôtres ?*

M. E. – Il est essentiel de lancer ce genre de recherches pour contrecarrer les problématiques nationalistes. Malheureusement les chercheurs ayant une double compétence germaniste/slavisant sont encore rares. Nous avons néanmoins organisé une rencontre il y a un mois avec l'Institut Gorki de Moscou sur les relations interculturelles franco-germano-slaves ; mais limitées au domaine strictement littéraire. C'est un début...